

Faire front pour battre l'extrême droite

La décision présidentielle de dissoudre l'Assemblée nationale suite aux élections européennes – qui voient l'extrême droite au plus haut niveau – est un véritable coup de tonnerre aux conséquences désastreuses. Pour empêcher l'extrême droite d'arriver aux plus hautes responsabilités du pays, il y a urgence à agir.

La FSU prend toute sa part dans la construction de la mobilisation avec le mouvement syndical et aux côtés de la société civile organisée.

La FSU amplifie son combat contre l'extrême droite, en poursuivant son travail de décryptage des dangers du programme du Rassemblement National (RN) pour le monde du travail, notamment les services publics. Elle porte aussi haut et fort ses propositions pour contribuer à bâtir une alternative sociale, féministe et écologiste, aux antipodes de ce que porte l'extrême droite et en rupture avec les politiques néolibérales qui en font son terreau depuis des années.

La situation est d'une gravité inédite : la démocratie se retrouve à un point de bascule. L'extrême droite n'est plus qu'à quelques marches du pouvoir où elle pourrait dérouler sa politique raciste, xénophobe et anti-sociale mettant en péril dès demain le quotidien de bon nombre d'habitants de ce pays.

La FSU s'investit et prend toute sa place dans les actions unitaires locales.

Le danger est imminent. Pour battre le RN, il faut aussi faire reculer la désespérance sociale dont l'extrême droite se nourrit. Cela passe par des mesures de rupture et de progrès social concrètes et immédiates (sur les salaires, les retraites, la protection sociale, les services publics, l'éducation, la protection de l'enfance...) qui montreront que les alternatives existent, à rebours de l'imposture sociale du RN.

Forte de ses revendications et de son engagement à les porter en permanence dans le débat public et son activité syndicale quotidienne, la FSU considère que le programme porté par le Nouveau Front Populaire est à même d'engager la rupture avec les politiques néolibérales qui alimentent la désespérance sociale.

Et parce que le progrès social ne s'est jamais réalisé sans les luttes sociales, la FSU continuera à tenir tout son rôle d'organisation syndicale, forte de son inaliénable indépendance syndicale, et à se battre pour construire une société de justice et d'égalité sociale, féministe, antiraciste, sans discrimination vis-à-vis des personnes LGBTQIA+, écologique et démocratique pour garantir les droits de toutes et tous, réduire drastiquement les inégalités, améliorer les conditions de vie en redistribuant les richesses, respecter la dignité de toutes et tous. La défense des principes, ambitions intellectuelles et civiques de l'École publique laïque et de l'Enseignement supérieur public, comme de réserver à eux seuls le financement public, sont nécessaires pour construire cette société.

Sans attendre, dans le débat public ouvert par ces élections législatives, elle se bat pour que soit rouvertes les conditions de revalorisation des carrières, de reconnaissance des métiers et des personnels, de renforcement des services publics partout sur le territoire, de mise en œuvre d'un plan de titularisation et d'éradication de la précarité, de rétablissement des conditions de dialogue social et d'intervention syndicale pour gagner l'égalité de traitement et l'égalité professionnelle, notamment par le rétablissement des compétences des commissions paritaires et le rétablissement des CHSCT dans la Fonction publique.

Pour battre absolument l'extrême droite, pour rompre avec les politiques néolibérales dont elle se nourrit, parce que c'est une condition nécessaire pour que demain les revendications des personnels soient enfin entendues et qu'elles gagnent, la FSU appelle à voter dès le premier tour pour une véritable alternative de progrès et de justice sociale que l'on retrouve dans le programme du Nouveau Front Populaire. Elle le fait en toute indépendance vis-à-vis des partis politiques et avec la gravité liée à un contexte inédit de danger imminent pour les droits et les libertés, mais aussi avec exigence et sans concession pour un futur gouvernement.

Bagnolet, le 19 juin 2024